GAZA

Tension Hamas-Fatah après un attentat qui a fait six morts

Un attentat, qui a coûté la vie à cinq activistes du Hamas et à une fillette à Gaza, puis l'arrestation de dizaines de sympathisants du Fatah ont de nouveau avivé les tensions entre les deux principaux mouvements palestiniens.

Cinq membres des Brigades Ezzedine al Qassam, la branche militaire du Hamas, et une fillette de cinq ans ont été tués et une vingtaine d'autres personnes blessées vendredi soir par une bombe près d'une plage de la ville de Gaza, selon des responsables médicaux.

La bombe a explosé près d'une voiture où s'étaient trouvés les cinq hommes. Quelques heures après l'attentat, les forces du Hamas ont arrêté des dizaines

de personnes, pour la plupart membres du Fatah, le mouvement rival dirigé par le président Mahmoud Abbas, selon des témoins.

Cet attentat, s'il est confirmé qu'il a été commis par le Fatah, constitue l'incident le plus sanglant entre Hamas et Fatah depuis huit mois dans la bande de Gaza. En novembre, sept membres du Fatah avaient été tués par des membres des services de sécurité du Hamas. «Cet acte criminel prouve que l'appel au dialogue lancé de Ramallah (ndlr, le quartier général de Mahmoud Abbas) constitue un mensonge destiné à lancer de la poudre aux yeux et à dissimuler un complot visant à tuer et terroriser nos forces de sécurité», a de son côté affirmé le Hamas dans un communiqué.

Les islamistes faisaient allusion à l'appel à la réconciliation entre les deux principaux mouvements politiques palestiniens lancé en juin par Mahmoud Abbas. Cet appel n'a pas été suivi d'effet. «Le Fatah est derrière ce crime», a proclamé un haut responsable du Hamas, Khalil al-Haya, devant des milliers de sympathisants réunis pour les funérailles des activistes tués. «C'est au Fatah de définir sa position, s'il est du côté de ces criminels ou avec le peuple palestien qui affronte l'ennemi» israélien, a déclaré un des principaux dirigants du mouvement, Mahmoud al-Zahar. Des milliers de Palestiniens avaient

Photo : D.R.

La violence reprend de plus belle.

auparavant défilé dans les rues sur le chemin des enterrements en tirant en l'air et en criant vengeance. Le gouvernement du Hamas s'est pour sa part réuni d'urgence. Le Hamas a pris le pouvoir dans la bande de Gaza en juin de l'an dernier à la suite d'un coup de force contre le Fatah qui ne contrôle plus que la Cisjordanie. La plupart des membres des services de sécurité de l'Autorité palestinienne ont fui la bande de Gaza et trouvé refuge en Cisjordanie. Selon un responsable du Fatah, qui a demandé l'anonymat, les forces de sécurité du Hamas ont arrêté plus de 120 membres du Fatah et perquisitionné au moins 41 bureaux du mouvement ou d'associations liées à lui en confisquant ordinateurs et documents. Parmi les personnes interpellées figure un cameraman de la chaîne de télévision allemande ARD, Sawah Abou Safe, ont indiqué des responsables palestiniens. Le bureau du président Abbas a pour sa part démenti toute implication dans la «mystérieuse explosion» et accusé des éléments de la branche armée du Hamas d'être à l'origine de cet attentat qui aurait été organisé dans le cadre d'un conflit entre différentes factions du mouvement islamiste. M. Abbas se trouve en Jordanie pour des discussions sur les «développements dans les territoires palestiniens et le dialogue national», selon un porte-parole. L'attentat s'est produit peu après deux autres incidents dans la bande de Gaza. Un Palestinien avait été tué et quatre autres blessés durant la nuit de jeudi à vendredi par une bombe près d'un café du centre-ville de Gaza.

Une deuxième bombe avait explosé dans la même nuit près de la maison d'un responsable du Hamas, Marwan Abou Ras, à la tête de l'organe du mouvement islamiste publiant les fatwas, les édits religieux. Elle n'avait pas fait de victimes. La police du Hamas a ensuite arrêté deux membres du Fatah.

CACHEMIRE

Tirs entre soldats indiens et pakistanais à la frontière

Des soldats indiens ont ouvert le feu hier sur un poste militaire pakistanais à la frontière entre les deux pays dans la région disputée du Cachemire, a annoncé l'armée pakistanaise. De son côté, l'armée indienne a accusé les soldats et rebelles pakistanais d'avoir attaqué des positions indiennes situées le long de la frontière.

«Les troupes indiennes ont tiré des obus de mortier et à la mitrailleuse à Battal, dans le district de Rawalakot, à 11h (5h GMT) hier mais il n'y a pas eu de blessés de notre côté», a affirmé le porte-parole de l'armée pakistanaise, le général Athar Abbas. Les soldats pakistanais ont riposté, a déclaré à l'AFP le général, qui n'a pas fait état de victimes. Il s'agit de la deuxième violation en trois semaines du cessez-le-feu conclu en novembre 2003 entre Islamabad et New Delhi. Les deux pays rivaux de l'Asie du Sud sont engagés depuis janvier 2004 dans un laborieux processus de paix après s'être affrontés dans trois guerres depuis leur création en 1947, dont deux à propos du Cachemire. Depuis quatre ans, les incidents entre les deux armées sont extrêmement rares.

Selon le général Abbas, les soldats pakistanais ont riposté afin de mettre fin à l'attaque indienne lancée «sans provocation». «Nous avons demandé une réunion immédiate au niveau des responsables militaires des deux pays», a-t-il ajouté. Selon le porte-parole de l'armée indienne S. D. Goswami, les militaires pakistanais ont ouvert le feu «afin de faciliter l'infiltration de rebelles de notre côté du Cachemire». «Nous n'avons absolument pas riposté», a-t-il affirmé à l'AFP, précisant que les militants avaient lancé des grenades en direction des positions indiennes sans toutefois les atteindre.

SRI LANKA

Au moins 74 morts dans des affrontements armés

Au moins 74 personnes ont été tuées, vendredi dernier dans de nouveaux affrontements armés entre soldats sri-lankais et séparatistes des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) dans le nord du pays, a fait savoir hier le ministère de la Défense. Selon la même source, au moins 66 séparatistes tamouls et huit soldats de l'armée sri-lankaise ont été tués dans les combats qui ont eu lieu vendredi dernier dans les districts de Vavuniya, Mannar, Weli Oya et Jaffna, dans le nord de l'île. Ces combats se sont produits en dépit de la trêve de dix jours décrétée mardi unilatéralement par les séparatistes tamouls en prévision de la réunion, dimanche à Colombo, de l'Association d'Asie du sud pour la coopération régionale (SAARC).

Mais les Tigres tamouls avaient prévenu qu'ils seraient dans l'obligation de mener des «actions défensives» si Colombo ne respectait pas leur trêve et lancerait dans le même temps des offensives. Depuis le début de l'année, les combats entre l'armée et les tamouls ont fait 5 301 morts parmi les séparatistes et 464 tués dans les rangs de l'armée, selon des chiffres du ministère de la Défense.

Les séparatistes tamouls réclament l'indépendance du nord et du nord-est du Sri Lanka. Plus de 60 000 personnes ont péri depuis le début de l'insurrection tamoule en 1972.

IRAK

Des députés irakiens révisent un projet de loi électorale

Des députés irakiens ont commencé à réviser un projet de loi électorale approuvé par le Parlement et rejeté par le Conseil présidentiel, au risque d'entraîner le report de scrutins provinciaux prévus en octobre, a annoncé hier un responsable parlementaire.

«Deux commissions parlementaires ont entamé la révision de cette loi controversée», a indiqué le vice-président du Parlement Cheikh Khalid al-Attyah.

«J'espère qu'ils trouveront une formule de compromis qui satisfera tout le monde», a-t-il dit. «Les deux commissions et les députés se sont engagés à présenter un rapport final au Parlement dans les prochaines 48 heures», a-t-il ajouté. Le projet de loi, qui avait été rejeté jeudi dernier par le Conseil présidentiel, avait été approuvé la semaine dernière par le Parlement. Seuls 140 députés sur 275 étaient présents au moment du vote. De nombreux parlementaires avaient dénoncé «des irrégularités» dans la procédure du vote qui avait été boycotté par les 54 parlementaires kurdes et d'autres législateurs. Les Kurdes s'opposent à la loi en raison d'un différend sur la répartition du pouvoir entre les différentes communautés de la région riche en pétrole de Kirkouk, dans le nord de l'Irak.

En réaction, le Conseil présidentiel, composé du président Jalal Talabani et de ses deux adjoints, a décidé d'opposer son veto à un texte qui devait permettre la tenue en octobre des élections provinciales.

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Obama admet que sa tournée internationale pourrait le faire reculer dans les sondages

Le candidat démocrate à la Maison-Blanche Barack Obama a admis hier qu'en dépit de la popularité dont il jouit à l'étranger, sa tournée internationale pourrait momentanément l'handicaper dans les sondages pour l'élection présidentielle de novembre.

«Je ne suis pas sûr qu'il y aura un impact politique immédiat» après cette tournée, a déclaré M. Obama lors d'une conférence de presse organisée sur le perron du 10 Downing Street, la résidence à Londres du Premier ministre britannique Gordon Brown, avec lequel il s'était auparavant entretenu. «Je ne serais même pas surpris si dans certains sondages ça avait pour conséquence un certain fléchissement», a-t-il expliqué. «Nous avons été hors du pays pendant une semaine. Les gens s'inquiètent du prix de l'essence, des saisies immobilières.» «L'une des raisons pour lesquelles ce voyage me semblait important est que je suis convaincu que les problèmes auxquels nous sommes confrontés chez nous ne seront pas pleinement résolus si nous n'avons pas des partenaires solides à l'étranger», a-t-il ajouté. M. Obama est toujours crédité d'une légère avance sur John McCain, le candidat républicain à la Maison-Blanche, au niveau national (de un à six points selon les instituts) mais cet avantage tend à diminuer. Un sondage NBC News/Wall Street Journal, publié mercredi, souligne que 55% des électeurs américains considèrent que Barack Obama serait le choix «le plus risqué» pour la présidence des Etats-Unis. Seulement 35% estiment que M. McCain représenterait le choix le plus risqué pour la présidence.

Le même sondage affirme que 58% des électeurs contre 47% s'identifient

davantage aux valeurs et au bilan de M. McCain qu'à ceux de M. Obama.

M. Obama, qui effectuait à Londres la dernière étape de sa tournée internationale, a été accueilli avec enthousiasme en Europe, notamment à Berlin où 200 000 personnes se sont réunies jeudi pour assister à l'un de ces discours.